



BRUXELLES, 4 NOVEMBRE 2021

Julien Denormandie
Ministre de l'Agriculture et l'Alimentation

Barbara Pompili
Ministre de la Transition écologique

Objet: Position de la France concernant le renouvellement de la substance active de pesticide glyphosate

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,

Au nom de l'Alliance européenne pour la Santé et l'Environnement (Health and Environment Alliance, HEAL), de l'Association des Ligues européennes contre le Cancer (Association of European Cancer Leagues, ECL) et de La Ligue contre le Cancer, nous nous adressons à vous concernant la position de la France dans le contexte du processus européen de renouvellement de la substance active de pesticide glyphosate, dont l'actuelle autorisation expire le 15 décembre 2022.

La France est l'un des rapporteurs en charge de l'évaluation européenne du dossier de renouvellement, aux côtés des Pays-Bas, de la Suède et de la Hongrie, qui forment ensemble le Groupe d'Evaluation du Glyphosate (GEG). D'après les conclusions préliminaires récemment publiées par ce groupe, « *le glyphosate remplit les critères d'approbation pour la santé humaine, tels que décrits dans le règlement (EC) No 1107/2009 et ses amendements pour l'approbation d'une substance active en vue de son utilisation dans des produits phytopharmaceutiques* »¹.

La participation française au GEG suggère que les autorités françaises soutiennent pleinement la conclusion ci-dessus mentionnée et l'absence de risques inacceptables pour la santé humaine en lien avec l'usage de la substance. Ceci constitue une surprise pour nos organisations et les communautés de santé que nous représentons pour les raisons suivantes :

- Tout au long du précédent processus d'évaluation du glyphosate, la France a soutenu le non-renouvellement de la substance active à cause d'inquiétudes concernant ses effets sur la santé humaine ; ce qui s'est traduit par un vote contre sa ré-approbation en Novembre 2017²;
- Par ailleurs, en 2017, le Président Macron lui-même déclarait publiquement demander au Gouvernement

¹ Conclusions préliminaires du GEG, https://ec.europa.eu/food/system/files/2021-06/pesticides_aas_agg_report_202106.pdf, 15 Juin 2021

² <https://www.actu-environnement.com/ae/news/rapport-premier-ministre-plan-sortie-glyphosate-produits-substitution-29710.php4> ; https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/11/27/la-commission-europeenne-autorise-l-utilisation-du-glyphosate-jusqu-en-2022_5221037_3214.html ; <https://www.lesoir.be/123522/article/2017-11-09/glyphosate-nicolas-hulot-fier-que-la-france-tienne-bon-bruxelles>

la prise de mesures dans le but d'interdire le glyphosate d'ici trois ans à compter de la date du renouvellement européen³;

- Enfin la position actuelle de la France au sein du GEG semble contredire les conclusions de l'INSERM, l'institut de santé publique de référence au niveau national, à propos des impacts du glyphosate sur la santé. En effet, l'institut a récemment publié une mise à jour de l'état des connaissances scientifiques concernant les associations entre exposition aux pesticides et effets sur la santé⁴. D'après cette expertise, les preuves scientifiques disponibles soutiennent une présomption moyenne de lien entre exposition au glyphosate et un risque accru de lymphome non-hodgkinien, ainsi qu'un surrisque de myélome multiple et de leucémie (présomption faible). Elle souligne que, bien que les tests disponibles de mutagénicité sont généralement négatifs, les tests de génotoxicité sont quant à eux généralement positifs – ce qui est cohérent avec l'induction d'un stress oxydant. Les études expérimentales de cancérogénèse sur les rongeurs, bien que non convergentes, montrent, elles aussi, une augmentation d'incidence de cancers à hautes doses. Enfin, le rapport pointe la pertinence d'autres mécanismes de toxicité (notamment les effets intergénérationnels ainsi que le dérèglement de la composition et de la fonction du microbiote), qui ne sont à l'heure actuelle pas complètement étudiés, dans le contexte des évaluations réglementaires.

Comme vous le savez, le processus qui a abouti au renouvellement du glyphosate en 2017 a donné lieu à des controverses scientifiques et politiques significatives et son intégrité a été fortement remise en cause⁵. Ces questionnements ont notamment émergé suite aux révélations concernant, d'une part, les efforts coordonnés par plusieurs acteurs industriels afin de discréditer les preuves scientifiques indépendantes ayant mené à la conclusion par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) que le glyphosate est un cancérogène probable ; d'autre part, un copier-coller d'importantes sections du dossier déposé par les industriels vers le rapport d'évaluation⁶. Par ailleurs, une récente analyse scientifique indépendante du dossier déposé par les industriels à l'époque a conclu que seulement deux des 53 études de génotoxicité financées par les industriels pouvaient être considérées comme scientifiquement 'fiabiles'⁷. **Dans ce contexte, les Etats Membres rapporteurs pour les discussions de renouvellement en cours, y compris la France, ont une responsabilité particulière de garantir l'excellence scientifique et l'indépendance de ce processus afin d'empêcher la répétition de telles pratiques.**

Nos organisations et les communautés de santé qu'elles représentent souhaitent exprimer de profondes inquiétudes concernant le soutien par la France des récentes conclusions publiées par le GEG, lesquelles suggèrent que le glyphosate remplit les critères d'approbation d'un point de vue de la santé humaine. Il nous est impossible de comprendre les raisons et la justification scientifique d'une telle position. Par ailleurs, si elle était confirmée, cette position constituerait un retournement majeur par rapport à l'appréciation précédente des autorités françaises en ce qui concerne les risques que pose le glyphosate pour la santé humaine.

Loin d'avoir faibli, la base de preuves scientifiques disponibles en 2017 concernant le potentiel de cancérogénicité de la substance, entre autres effets pour la santé, a été renforcée et elle demeure importante dans le contexte

³ Président Emmanuel Macron, « J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans. #MakeOurPlanetGreatAgain », Compte Twitter officiel, 27 Novembre 2017, consulté le 5 août 2021

⁴ INSERM, « Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données », 30 Juin 2021, <https://presse.inserm.fr/publication-de-expertise-collective-inserm-pesticides-et-effets-sur-la-sante-nouvelles-donnees/43303/> ; <https://www.inserm.fr/expertise-collective/pesticides-et-sante-nouvelles-donnees-2021>

⁵ Parlement européen, Résolution du 16 janvier 2019 concernant la procédure d'autorisation des pesticides dans l'Union (2018/2153(INI)), PEST Committee report, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0023_EN.html?redirect

⁶ <https://www.europeanpressprize.com/article/monsanto-papers/> ; <https://theintercept.com/2019/08/23/monsanto-republicans-cancer-research/>

⁷ <https://www.env-health.org/revealed-eu-glyphosate-assessment-was-based-on-flawed-science/>

des présentes discussions de renouvellement. Il est également important de souligner que la monographie du CIRC sur le glyphosate – qui demeure la norme d'excellence en termes d'évaluation de cancérogénicité – n'a jamais été modifiée depuis sa première publication en 2015. Entre temps, l'Institut Ramazzini, une référence internationale dans ce champ scientifique, a initié une étude sur le glyphosate, qui est la plus complète des études de toxicité jamais menées sur un pesticide, et dont les résultats préliminaires invitent à une approche précautionneuse dans le cadre de la présente évaluation de la substance⁸.

Dans ce contexte, nous vous sollicitons pour vous demander de clarifier publiquement la position des autorités françaises par rapport aux risques que pose le glyphosate pour la santé humaine et aux preuves scientifiques à la base de cette position.

Nous vous remercions pour votre considération et apprécierions la possibilité d'un échange avec vous sur ce sujet important à votre meilleure convenance.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Genon K. Jensen
Directrice exécutive
Health and Environment Alliance

Wendy Yared
Directrice
Association of European Cancer Leagues

Daniel NIZRI
Président
Ligue contre le Cancer

Contact : Natacha Cingotti, responsable du programme santé et substances chimiques, Health and Environment Alliance, natacha@env-health.org

⁸ <https://glyphosatestudy.org/fr/about-us/>. Les résultats préliminaires de l'étude ont été présentés lors d'un webinaire organisé par HEAL le 28 juin 2021, <https://www.env-health.org/webinar-the-global-glyphosate-study-the-most-comprehensive-study-on-worlds-most-used-pesticide-ever/>

The Health and Environment Alliance (HEAL) is the leading not-for-profit organisation addressing how the environment affects human health in the European Union (EU) and beyond. HEAL works to shape laws and policies that promote planetary and human health and protect those most affected by pollution, and raise awareness on the benefits of environmental action for health.

HEAL's over 90 member organisations include international, European, national and local groups of health professionals, not-for-profit health insurers, patients, citizens, women, youth, and environmental experts representing over 200 million people across the 53 countries of the WHO European Region.

As an alliance, HEAL brings independent and expert evidence from the health community to EU and global decision-making processes to inspire disease prevention and to promote a toxic-free, low-carbon, fair and healthy future.

HEAL's EU Transparency Register Number: 00723343929-96

The Association of European Cancer Leagues (ECL) is the only not-for-profit organisation that unites, supports and represents national and regional cancer leagues across the WHO European region.

ECL provides a voice and forum for cancer leagues to collaborate and share knowledge, primarily in the areas of cancer prevention, access to medicines and patient support, and create opportunities to advocate for these issues at the EU level and beyond.

ECL's 30 member organisations are cancer societies operating across the whole cancer continuum and patient pathway. Cancer leagues are the main resource for the public for cancer control information and services. From Iceland to Israel, they contribute to preventing and fighting cancer by raising awareness and educating people about cancer, investing in research and providing support to cancer patients and their families during and after treatment.

ECL's member leagues together employ more than 8,000 people and over 300,000 volunteers. They spend more than €750 million every year to fight cancer and represent over 570 million citizens.

ECL's EU Transparency Register Number: 19265592757-25

A PROPOS DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER

1er financeur associatif indépendant de la recherche contre le cancer, la Ligue contre le cancer est une organisation non-gouvernementale indépendante reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses militants. Forte de près de 600 000 adhérents et 11 200 bénévoles, la Ligue est un mouvement populaire organisé en une fédération de 103 Comités départementaux. Ensemble, ils luttent dans quatre directions complémentaires : chercher pour guérir, prévenir pour protéger, accompagner pour aider, mobiliser pour agir. Aujourd'hui, la Ligue fait de la lutte contre le cancer un enjeu sociétal rassemblant le plus grand nombre possible d'acteurs sanitaires mais aussi économiques, sociaux ou politiques sur tous les territoires. En brisant les tabous et les peurs, la Ligue contribue au changement de l'image du cancer et de ceux qui en sont atteints.

Pour en savoir plus : www.ligue-cancer.net